

Covid-19, Agriculture Familiale et Décennie des Nations Unies pour l'Agriculture Familiale DNUAF: Améliorer le dialogue politique et soutenir les agriculteurs et agricultrices familiaux



Ce rapport de synthèse résume le résultat du processus mené par le Forum Rural Mondial (FRM) avec le soutien du Fonds International pour le Développement Agricole (FIDA) pour cartographier l'engagement politique et les expériences de dialogue des Comités Nationaux pour l'Agriculture Familiale (CNAF) de la DNUAF pendant la crise du COVID-19, de mars à novembre 2020. Il a été analysé les objectifs politiques des CNAFs liés à la pandémie, les modalités de leur engagement politique et les principales activités menées pour atteindre leurs objectifs. Le processus comprenait des entretiens avec des représentants des 41 CNAFs d'Afrique, d'Asie, d'Europe et d'Amérique latine et des Caraïbes entre octobre et novembre 2020.

1. Les impacts de la Covid-19 sur l'agriculture familiale

En 2020, la pandémie de Covid-19 s'est étendue à tous les pays et territoires et les agriculteurs familiaux - y compris les maraîchers, les pêcheurs, les pasteurs, les peuples indigènes, les communautés traditionnelles, les agriculteurs de montagne, les utilisateurs de la forêt, les femmes et les jeunes - et leurs moyens de subsistance ont été sérieusement exposés aux impacts sanitaires, économiques et sociaux de la pandémie de Covid-19.

L'impact de la crise de la Covid-19 reste beaucoup plus important sur les agriculteurs et agricultrices familiaux, qui font en même temps partie, et dans la plupart des cas, de la population la plus vulnérable. Les multiples défis auxquels ils doivent faire face dans le contexte de la crise Covid-19 sont liés : i) à la perturbation de leur cycle de production par la difficulté d'accès aux intrants, la hausse des prix, etc. ; ii) aux difficultés d'accès aux marchés publics et privés en raison de restrictions temporaires de circulation, de la fermeture des marchés agricoles ou des programmes de marchés publics dans les écoles, les hôpitaux, etc. ; iii) aux problèmes liés à la conservation des produits en raison du manque de système de stockage et de réfrigération; iv) à une diminution importante des revenus provenant d'autres emplois formels ou informels.

Les femmes, en particulier, ont vu leur mobilité et leur accès aux ressources productives de plus en plus limités, parallèlement à une augmentation considérable de la violence de genre. Ces phénomènes ont eu des répercussions directes sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle des familles. Dans le même temps, les jeunes ruraux - déjà confrontés à des taux de chômage parmi les plus élevés au monde - ont encore moins accès à un emploi décent et à l'éducation, y compris l'éducation en ligne. Les jeunes ruraux risquent donc de souffrir de la pauvreté à long terme.

En outre, au cours de la même période, les effets du changement climatique se sont fait sentir, avec une grave invasion de criquets au Kenya, des ouragans et de graves inondations en Amérique centrale, par exemple. D'autres maladies menaçaient déjà la vie quotidienne dans certains pays, comme la RDC, qui était aux prises avec d'importantes épidémies d'Ebola, de

rougeole et de choléra. Les Comités Nationaux d'Agriculture Familiale (CNAFs) ont dû adapter leurs activités au contexte politique et aux éventuels nouveaux acteurs politiques nationaux; 2020 ayant été une année électorale pour de nombreux pays, tels que le Burkina Faso, la Bolivie ou la Côte d'Ivoire.

Toutefois, les agriculteurs et les agricultrices familiaux et leurs organisations ont été en première ligne depuis le début de la crise de la Covid-19, garantissant l'accès des consommateurs à une alimentation saine et de qualité, démontrant ainsi leur énorme potentiel pour assurer des systèmes alimentaires inclusifs, équitables et durables, et la base du développement des moyens de subsistance. En ce sens, nous pouvons affirmer que la pandémie de Covid-19 a mis en évidence le besoin urgent pour les pays de compter sur des systèmes alimentaires locaux qui résistent aux chocs mondiaux et locaux, et a mis en évidence la fragilité de nombreux systèmes agricoles, déjà menacés par l'insécurité alimentaire, ou

fortement dépendants des importations et de la main-d'œuvre étrangère. L'impact économique de la crise de la Covid-19 souligne également l'urgence pour les communautés rurales, les petits et grands centres urbains de remodeler l'économie et de créer des opportunités d'emploi.

2. La Décennie des Nations-Unies pour l'Agriculture Familiale 2019-2028 and le travail des CNAFs dans le contexte de la Covid-19

En décembre 2017, l'Assemblée générale des Nations unies a adopté la résolution 72/239 qui a déclaré 2019-2028 la Décennie des Nations Unies pour l'agriculture familiale (DNUAF), reconnaissant l'énorme contribution de l'agriculture familiale à la réalisation de l'Agenda 2030 pour le développement durable et le rôle que les exploitations familiales jouent pour améliorer la nutrition et assurer la sécurité alimentaire mondiale, éradiquer la pauvreté, la faim, conserver la biodiversité, bénéficier d'un environnement durable et répondre aux défis liés à la migration. Cependant, malgré son énorme contribution à la sécurité alimentaire, l'agriculture familiale est confrontée à de grandes contraintes liées à l'accès et au contrôle des biens de production et des ressources naturelles, au crédit, à l'assurance, à l'accès aux marchés publics et privés, à la lutte contre le changement climatique, aux inégalités dans les systèmes alimentaires et à la faible participation aux chaînes de valeur inclusives, etc. Cela compromet sa rentabilité et sa situation économique et l'empêche de développer son rôle dans les systèmes alimentaires et dans la réalisation des objectifs de développement durable (ODD).

L'énoncé de vision de la Décennie pour l'agriculture familiale y compris dans son plan d'action global, a trait à : "Un monde où des systèmes alimentaires et agricoles variés, sains et durables s'épanouissent, où les communautés rurales et urbaines résilientes jouissent d'une grande qualité de vie dans la dignité, l'équité, à l'abri de la faim et de la pauvreté. L'agriculture familiale est essentielle pour réaliser cette vision."

La DNUAF est un processus continu multipartite visant à donner au secteur de l'agriculture familiale les moyens de réaliser cette vision. Les comités nationaux de l'agriculture familiale jouent un rôle central dans la mise en œuvre de la Décennie au niveau national.

Les CNAFs sont des plateformes de dialogue politique multipartites sur l'agriculture familiale, lancées avant 2014, dans le cadre de l'Année internationale de l'agriculture familiale (AIAF 2014) et visant à promouvoir le développement de politiques publiques en faveur de l'agriculture familiale. Il existe aujourd'hui 45 CNAFs en Afrique, en Asie et dans le Pacifique, en Europe, en Amérique latine et dans les Caraïbes, qui rassemblent plus de 1 570 organisations de producteurs (OP), ONG, institutions publiques, centres de recherche, agences de coopération, etc. Au moins 925 des membres sont des organisations de producteurs.

Au cours des dernières années, les comités nationaux de l'agriculture familiale ont démontré qu'ils constituaient un espace clé d'engagement en vue de l'amélioration des cadres juridiques et institutionnels liés à l'agriculture. Il s'agit d'espaces où le gouvernement et les organisations agricoles peuvent interagir efficacement et conclure des accords. Les CNAFs offrent aux différentes parties prenantes du pays de vastes plateformes pour interagir, analyser et discuter de l'état actuel des secteurs agricoles et alimentaires, proposer et s'accorder sur des stratégies pour les améliorer. Dans de nombreux cas, ces comités contribuent à renforcer le rôle de la société civile, en particulier des organisations de producteurs, dans le processus de prise de décision, en améliorant la capacité à s'organiser, à articuler et à créer des relations au sein d'un large éventail de parties prena

3. Les CNAFs pendant la pandémie de la Covid-19

3.1. Le dialogue politique des CNAF durant la crise de la Covid-19

La majorité des CNAFs ont joué un rôle stratégique au niveau national, en s'appuyant sur les connaissances de leurs membres pour répondre aux défis des agriculteurs familiaux et élaborer des propositions communes à l'intention des autorités nationales. La proximité avec les communautés rurales a facilité le travail des comités, car les membres locaux ont accès à la population la plus vulnérable et la plus isolée. Ils ont une capacité de plaidoyer, de discussion et de consensus avec les autorités locales, nationales et les acteurs régionaux et internationaux.

Au début de la crise de 2020 (mars-juin), les CNAFs ont connu un ralentissement de leurs activités. Leur capacité à œuvrer à l'établissement d'un consensus entre les agriculteurs familiaux, le gouvernement, les organisations de développement, le secteur privé et le grand public a été sérieusement réduite. En effet, la peur et le blocage ont paralysé les activités liées aux échanges, événements et réunions en présentiel.

En outre, ils ont pris du temps pour s'adapter face à cette nouvelle situation, en réorientant leur travail vers des activités en ligne, en s'assurant que leurs membres aient accès à Internet ou au téléphone et en trouvant des solutions pour travailler sur le terrain.

Après cette courte période, les comités ont repris et adapté les processus au nouveau contexte affecté par le Covid-19. De nouveaux mécanismes de dialogue politique, tels que des événements et des réunions en ligne, ont été conçus.

Pendant la crise du Covid-19, les CNAFs et leurs organisations d'agriculteurs et agricultrices ont joué un rôle stratégique au niveau national pour recueillir des informations locales, les communiquer et les partager avec les autorités locales, le gouvernement national et ses ministères: état de la saison agricole, problèmes liés à la pénurie de semences, d'intrants, difficultés d'accès au marché, au transport, à l'information, etc.

Les comités ont consacré leurs efforts à différentes activités: i) collecte d'informations et partage des connaissances entre membres, ii) participation aux comités de coordination pour discuter de l'impact de la crise dans l'agriculture, iii) coordination des consultations multipartites et iv) proposition de stratégies pour la conception, l'exécution et le suivi des mesures prises pour répondre à l'impact de la crise de la Covid-19.

Asie et région Pacifique

- **Népal:** le CNAF a tenu des réunions régulières avec les points focaux du gouvernement national, mettant en avant les problèmes rencontrés par les agriculteurs familiaux dans le contexte de la Covid-19. Le gouvernement national a alloué des ressources au CNAF, et s'est engagé à subventionner jusqu'à 70 % de la construction d'entrepôts, pour aider aux efforts de production et de stockage. Le Comité a également travaillé avec le gouvernement sur une subvention minimum des prix pour les produits alimentaires. Le CNAF a mené la campagne "Pas de confinement dans l'agriculture" et s'est coordonné avec les gouvernements provinciaux, par le biais de réunions en ligne et d'appels téléphoniques.
- **Les Philippines:** pendant la pandémie un groupe de travail technique ad hoc d'INCITEGov sur le COVID-19 a été créé, du 22 mai au 24 juin 2020. Les membres de l'ARDKPP (nom donné au CNAF dans le pays), dont PAKISAMA, ont participé au comité ad hoc d'INCITEGov sur le COVID-19 - Sous-groupe sur la sécurité alimentaire et la nutrition.

Amérique latine et Caraïbes

- **Bolivia:** en mars 2020, la CIOEC (CNAF), en coordination avec le ministère du Développement rural et du Territoire, le ministère de la Santé par l'intermédiaire du vice-ministre de la Médecine traditionnelle et interculturelle, le ministère de la Défense, le secrétariat du Gouvernement, l'Université Mayor de San Andrés, avec le soutien de la coopération internationale (FAO, IICA) et des agriculteurs familiaux, a publié un Plan d'action stratégique pour garantir la chaîne d'approvisionnement des aliments frais de l'agriculture familiale. Ce plan comprend un diagnostic des besoins du secteur de l'agriculture familiale dans le cadre de la pandémie, ainsi qu'une réponse stratégique globale, incluant les objectifs, les actions et les ressources nécessaires pour y parvenir.
- **République dominicaine:** l'ANC (CNAF) a collaboré à la création de comités de suivi multisectoriels avec le Ministère de la Santé Publique et le Ministère de l'Éducation, les municipalités et les organisations de la société civile.

Afrique de l'Ouest et centrale

- **Burkina Faso:** le CNAF est membre du Comité d'Action et de Suivi du Covid-19 des acteurs non étatiques et a participé à la mise en œuvre des mesures d'urgence adoptées par le Ministère de l'Agriculture.
- **Côte d'Ivoire:** d'avril à mai 2020, le PANAFCI (CNAF) a recueilli des informations sur l'impact de la pandémie auprès des comités régionaux, sur le terrain. PANAFCI a demandé à ses plateformes régionales de répondre aux demandes des autorités locales afin d'atteindre le niveau national. L'agriculture familiale et les organisations de la société civile au sein de la PANAFCI se sont engagées à soutenir les efforts du gouvernement par la mise en œuvre d'actions telles que: la transmission d'informations sur les initiatives du gouvernement au profit des agriculteurs familiaux et de la communauté agricole en général ; la distribution d'argent et de denrées alimentaires de base aux agriculteurs familiaux ; le suivi de la mise en œuvre des mesures de réponse au Covid-19 en collaboration avec les ministères en charge du secteur agricole.

- **RDC:** le 25 mars, la COPACO, l'organisation leader du CNAF, et membre de la Plateforme régionale des organisations paysannes d'Afrique centrale (PROPAC), a envoyé une lettre au gouvernement avec des demandes précises dans le but qu'il revoie son budget en faveur des agriculteurs familiaux, pour faire face à la crise. Un groupe de travail a été créé par le gouvernement, dans lequel les organisations agricoles membres du CNAF ont été intégrées pour la mise en œuvre et l'évaluation des mesures liées à la Covid-19.
- **Mali:** les membres du CNAF font partie du Comité national de consultation sur le Covid-19. Les actions se sont centrées sur la protection et la distribution de produits d'hygiène à la population. Certains membres ont participé au processus de décision et ont été consultés par le gouvernement. Des réunions virtuelles et en présentiel ont été organisées. Le dialogue s'est principalement déroulé avec les ministères de l'Agriculture, de la Santé et de la Recherche scientifique. Le CNAF a reçu un soutien matériel du gouvernement, sous la forme d'équipements de protection pour les agriculteurs familiaux.



3.2. La mobilisation des CNAFs en faveur des Plans Nationaux d'Action de la DNUAF

Le processus de définition de cadres permettant la mise en œuvre de la DNUAF au niveau national a débuté avant la pandémie. Le FRM a identifié des processus pour élaborer des Plans d'action nationaux (PAN) de la DNUAF dans 41 pays, dont 7 ayant déjà été approuvés.

Les principaux effets observés de la crise de la Covid-19 sur la mise en œuvre de la Décennie au niveau national peuvent être résumés comme suit.

Au cours des 4 premiers mois, les processus de sensibilisation et de mobilisation en faveur de la mise en œuvre de la DNUAF ont été ralentis. L'élaboration des plans d'action nationaux de la Décennie a été freinée, en raison de contraintes opérationnelles - confinement et distanciation sociale - et d'un changement dans les priorités des gouvernements, des OPs, des CNAFs, de la FAO, du FIDA, pour faire face à l'urgence et à sa réponse.

Au cours des derniers mois de 2020, les Comités ont renforcé leur travail, en particulier en ce qui concerne la définition de plans nationaux pour le renforcement de l'agriculture familiale.



Asie et région Pacifique

- **AFA:** les Forums nationaux de cadrage sur la DNUAF prévus par AFA pour le second semestre de l'année 2020 au Bangladesh, au Cambodge, en Inde, en Indonésie, au Kirghizistan, au Népal et aux Philippines ont été adaptés aux conditions sanitaires, tandis qu'un séminaire régional a été organisé pour rédiger le Plan d'action régional de la DNUAF dans le cadre de l'Association sud-asiatique de coopération régionale (SAARC), en collaboration avec l'Alliance coopérative internationale pour l'Asie et le Pacifique (ICA-AP).
- **Indonésie:** le CNAF s'est engagé dans le PAN en utilisant la discussion et la consultation avec le point focal chargé de la mise en œuvre de la DNUAF, c'est-à-dire le gouvernement lui-même, par le biais de l'Agence de sécurité alimentaire qui dépend du Ministère de l'agriculture.
- **Japon :** le 25 juillet 2020, le CNAF a organisé en ligne son Assemblée générale et un atelier pour le Plan d'action national. La dernière semaine du même mois, le Comité a donné une conférence en ligne sur la DNUAF aux membres du Congrès.
- **Népal:** le CNAF a cherché à relier sa position au Plan d'action national sur l'agriculture familiale, déjà approuvé en 2019 par le gouvernement, afin d'inclure à terme des mesures post-Covid-19. Le gouvernement du Népal et le CNAF étant tous deux engagés dans la DNUAF, ils ont pu s'appuyer sur leur collaboration autour du PAN pour articuler leur coopération sur les questions liées à la Covid-19.
- **Les Philippines :** en septembre 2020, une conférence virtuelle a été organisée pour travailler sur le PAN. Le CNAF avait pour objectif d'avoir un plan inclusif, adapté et réaliste, intégrant les réponses post-Covid-19. Le FIDA a également collaboré étroitement avec l'ARDKPP (CNAF) en fournissant un soutien technique pour l'élaboration du plan d'action national de la DNUAF.

Afrique de l'Est et du Sud

- **Madagascar:** depuis octobre 2020, le CNAF a pris en charge l'élaboration du PAN en se centrant sur le cinquième pilier du plan d'action mondial de la DNUAF "Améliorer l'inclusion socioéconomique, la résilience et le bien-être des agriculteurs familiaux, des ménages et des communautés dans les milieux ruraux", intégrant les questions de professionnalisation et d'inclusion économique pour le redressement post-Covid-19. Le CNAF y travaille avec le CIRAD.

Amérique latine et Caraïbes

- **Costa Rica:** le Plan d'action national de la DNUAF était sur le point d'être approuvé et lancé lorsque la pandémie de Covid-19 a été déclarée. Le gouvernement et le REDCAF (CNAF) ont défini une stratégie commune pour faire face à cette situation. Ils ont estimé que le processus d'approbation du PAN devait se poursuivre, le considérant comme un instrument significatif pour faire face aux défis de la crise COVID-19. Ils ont identifié les mesures/programmes inclus dans le PAN qui devraient être prioritaires pour contribuer à la réponse d'urgence et au rétablissement post-COVID-19. L'événement de lancement (26 octobre 2020) a également été adapté à un format en ligne, avec la présence des plus hautes autorités et d'organisations internationales.

- **République dominicaine** : en novembre 2020, l'ANC (CNAF) a rencontré le vice-ministre du développement rural pour demander une réunion du Comité et travailler à l'opérationnalisation du Plan d'action de l'agriculture familiale, qui peut apporter des solutions à la crise de la Covid-19 dans les zones rurales et faire face aux impacts du changement climatique.
- **El Salvador**: dans le cadre d'une période pré-électorale, le CNAF a présenté le document de la Loi sur l'agriculture familiale à l'Assemblée législative avec le soutien de quatre parlementaires. La loi a été approuvée par l'Assemblée législative (13 janvier 2021).

Afrique de l'Ouest et Centrale

- **Burkina Faso**: Le CNAF a organisé un atelier national les 26 et 27 octobre 2020, réunissant le gouvernement, la FAO et le FIDA, afin de lancer le processus d'élaboration d'une feuille de route pour le PAN.
- **RDC** : en août 2020, un atelier national de deux jours a été organisé par le CNAF, avec la participation de 34 personnes, provenant d'organisations agricoles, d'organismes gouvernementaux et de bailleurs. Une analyse de l'impact de la pandémie sur les OPs et du contexte juridique de la RDC concernant la Covid-19 et la DNUAF a été réalisée. Les résultats finaux ont été intégrés dans la proposition de feuille de route de la Décennie.
- **Sénégal** : une conférence multipartite en ligne (23 juin 2020), réunissant plus de 50 participants d'organisations d'agriculteurs et de la société civile, des ministères sectoriels, de la FAO, du FIDA, de l'UE, de la CEDEAO, du CILSS, etc. a été organisée sous la houlette du CNAF, afin d'articuler les actions en réponse à la Covid-19 et de définir une feuille de route en accord avec le processus d'élaboration du PAN de la DNUAF dans le pays.

3.3. Les enseignements tirés du dialogue politique des CNAFs

La cartographie des expériences de dialogue politique des CNAFs pendant la crise de la Covid-19 a mis en évidence certains enseignements importants.

- Les membres des Comités ont été en première ligne du travail sur le terrain, relayant les informations sur la situation et sensibilisant les communautés aux mesures prises par les autorités nationales et locales pour lutter contre la Covid-19, incluant les mesures d'hygiène et sanitaire. Cette activité a été particulièrement développée lorsque le CNAF avait mis en place un processus de décentralisation.
- Les organisations d'agriculture familiale et les CNAFs ont gagné en visibilité et ont fait preuve de résilience et de capacités d'organisation pour donner accès à leurs familles et à leurs communautés à la nourriture.
- De manière générale, la pandémie a mis en avant l'organisation et la résilience des CNAFs et de leurs membres. Malgré les restrictions de mouvement, la fermeture des marchés et la détérioration des conditions socio-économiques et sanitaires, ils ont pu mener à bien leur travail. La participation active des Comités à la définition des différentes mesures visant à faire face aux effets de la Covid-19 a été facilitée dans les cas où celui-ci était déjà reconnu par le gouvernement, les agences internationales et de coopération.
- Il existe un intérêt croissant pour la mise en place de ces plateformes de dialogue. Sur les 45 CNAFs, sept nouveaux ont été mis en place en 2020 pendant la crise, comme une nécessité pour rassembler les acteurs de l'agriculture familiale et réfléchir stratégiquement à la défense de l'agriculture familiale.
- Les CNAFs ont un énorme potentiel pour faire le lien entre les différents niveaux et partager les différentes expertises entre ces niveaux. La décentralisation des CNAFs créant des comités sous-nationaux dans les régions renforce également leur plaidoyer et leur capacité d'action auprès des autorités locales et nationales.
- Les CNAFs ont dialogué avec les gouvernements, proposant différentes solutions à court terme et, en outre, des propositions visant à renforcer la résilience et la durabilité des systèmes alimentaires. Plus un Comité est reconnu institutionnellement aux niveaux national et international, plus il est en capacité de participer au dialogue politique auprès du gouvernement et de ses différents ministères pour défendre et proposer des actions visant à renforcer l'agriculture familiale.
- Le lien entre les CNAFs et les organisations régionales d'agriculteurs familiaux a également facilité leur travail de sensibilisation et le partage d'informations.
- La collaboration entre le CNAF, le gouvernement national et les institutions internationales apporte une valeur ajoutée considérable, car elle permet de déterminer clairement les différents impacts dans les zones rurales, les éventuelles

lacunes des mesures politiques et de diffuser ces mesures au sein des communautés dans les différentes régions du pays.

- Le CNAF pourrait jouer un rôle clé dans le soutien aux agriculteurs et agricultrices familiaux, mais en plus de cela, il a un rôle prépondérant dans l'établissement d'un consensus national et d'une réflexion sur les systèmes alimentaires résilients, durables, inclusifs et viables nécessaires dans chaque pays.

4. Conclusions et Recommandations

L'étude des expériences des CNAFs en matière de dialogue politique a débouché sur une série de recommandations visant à accroître l'engagement des Comités dans les processus politiques, notamment l'agenda pour des systèmes alimentaires durables :

- Le dialogue continu entre les CNAFs et les gouvernements devrait être encouragé, tandis que la participation directe des Comités aux processus de prise de décision devrait être renforcée. Les CNAFs peuvent mobiliser les agriculteurs aux niveaux régional et local et pourraient être des acteurs clés dans le dialogue politique non seulement avec les gouvernements centraux mais aussi avec les autorités régionales et locales. En ce sens, leur reconnaissance par les acteurs nationaux et internationaux devrait être renforcée. En effet, il a été observé que lorsque les CNAFs sont consolidés, reconnus et soutenus par les institutions, leur travail de plaidoyer et de sensibilisation est renforcé, tout en apportant un soutien spécifique aux communautés locales.
- Le cadre de la Décennie et les PAN sont considérés comme des outils puissants pour répondre aux défis actuels et aux crises futures. Bien qu'il soit toujours nécessaire d'inclure le programme de la DNUAF dans le cadre de la réponse à la COVID-19, il convient d'observer une prise de conscience de la nécessité de repenser et de transformer stratégiquement les systèmes alimentaires pour qu'ils soient plus inclusifs, plus résistants, plus viables et plus durables. Et l'agriculture familiale devrait être au centre de ces systèmes. Les PAN sont considérés comme des instruments importants pour minimiser les impacts de la Covid-19 sur les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire, afin d'aborder la phase de rétablissement et d'être mieux préparé aux crises futures.
- Les CNAFs doivent continuer à mobiliser leurs membres, les agences internationales et de coopération, les gouvernements, les institutions de recherche, etc. sur la mise en œuvre des Plans d'Action Nationaux de la Décennie.
- La capacité de mobiliser les principales parties prenantes (OP, autres OSC, gouvernements, FAO et FIDA) pour renforcer l'agriculture familiale, la DNUAF et l'élaboration de PAN dans les programmes politiques nationaux est cruciale. La diffusion des Plans Nationaux de la Décennie devrait être renforcée à travers des actions de plaidoyer, des réunions avec les parties prenantes, l'organisation de forums de dialogue politique. Les CNAFs identifient trois types de soutien afin d'obtenir des

engagements à long terme en faveur de l'agriculture familiale et des systèmes alimentaires durables : institutionnel, technique et financier. Il est nécessaire de revoir le cadre politique de soutien à l'agriculture familiale, de coordonner les stratégies et de s'aligner sur les réponses nationales et régionales de la Covid-19 et les stratégies nationales existantes.

- Il est nécessaire de donner une plus grande place à l'agriculture familiale dans la transformation des systèmes alimentaires. La nécessité d'un changement vers une approche holistique pour renforcer aujourd'hui l'agriculture familiale afin de construire les systèmes alimentaires résilients, durables, inclusifs et viables de demain, pouvant faire face aux crises futures, a été mise en évidence.

En guise de conclusion finale, nous devons souligner que pendant cette crise du Covid-19, les CNAFs ont insisté sur l'importance de relier les mesures à court terme à une vision stratégique sur la manière de renforcer la résilience des systèmes alimentaires locaux basés sur l'agriculture familiale. Dans le processus de rétablissement post-crise à moyen et long terme, l'accent doit être mis sur le maintien et le renforcement de l'agriculture familiale afin d'assurer une sécurité alimentaire durable et résiliente et de réduire la pauvreté.

Le potentiel considérable des CNAFs dans les processus de dialogue politique doit être libéré. Il semble tout à fait pertinent de reconnaître et de rendre plus visible le potentiel des Comités solides et inclusifs afin qu'ils participent activement au dialogue politique, qu'ils proposent, discutent et s'accordent sur des cadres de politiques publiques, lois et règlements nécessaires pour renforcer l'agriculture familiale et s'attaquer aux inégalités des systèmes alimentaires.